



Montreuil, le vendredi 9 janvier 2026

Déclaration fédérale

Solidarité avec le peuple Vénézuélien

Contre l'impérialisme américain et ses menaces contre tout pays qui ne se soumettrait pas à ses exigences

Contre la fascisation rampante des régimes des pays victimes de l'oppression américaine

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, les États-Unis ont lancé une opération militaire de grande ampleur sur la capitale du Venezuela, Caracas. 78 personnes seraient mortes au cours de l'opération, parmi lesquelles au moins une civile. Trump assume pleinement sa volonté de domination coloniale et d'accaparement des ressources du pays, notamment pétrolières.

Ni le peuple vénézuélien ni les Nations Unies n'ont donné mandat aux États-Unis pour intervenir et s'accaparer des ressources du pays. C'est aux Vénézuélien.ne.s de décider librement de leur avenir.

Cette agression impérialiste et coloniale ordonnée par Donald Trump viole ouvertement la Charte des Nations unies et le Droit International et confirme le retour de la politique impérialiste américaine violente qui a émaillé toute l'histoire sud-américaine pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, s'inscrivant dans l'inflexion globale des systèmes capitalistes vers l'extrême droite.

Les événements du Venezuela et les nouvelles menaces que fait peser Donald Trump sur la Colombie, Cuba, le Mexique et le Groenland illustrent le retour violent de la politique prédatrice étasunienne issue de la « doctrine Monroe » avec son corollaire Trump, dans la pure tradition du capitalisme impérialiste.

La réaction du Président de la République Emmanuel Macron est une faute politique historique et un blanc-seing donné à Donald Trump pour la suite... sans même évoquer de ce que cela dit de la position politique française et de son absence d'indépendance diplomatique. Elle s'inscrit dans la droite ligne des postures prises en la matière par Israël et l'Union Européenne qui reste plus que timorée face à cette agression armée contre un peuple et à la volonté impérialiste qui l'accompagne.

La Fédération CGT des Sociétés d'Etudes condamne cette nouvelle agression armée contre un peuple et la réaction de nos dirigeants. Nous dénonçons cet acte qui s'est produit en violation flagrante du droit international et de l'intégrité territoriale du pays.

Nous appelons à rejoindre les rassemblements partout, ce samedi 10 janvier pour exiger :

- l'arrêt immédiat de l'agression militaire des États-Unis, la fin de ses menaces sur les pays de la région ;
- le respect du droit du peuple vénézuélien à disposer de lui-même.
- la levée des sanctions et blocus économiques ;
- la satisfaction des besoins humanitaires des populations ;
- des sanctions contre les USA et Donald Trump et la fin de leur financement au travers de l'achat d'armes aux USA.

Non à l'impérialisme ! Les peuples ne sont pas à vendre !

Fédération des Sociétés d'Etudes